VOL. LIII — SAINT-BONIFACE, MANITOBA, 2 JANVIER 1924 — No. 6

LE MANITOBA

JOURNAL HEBDOMADAIRE.

LE MANITOBA
EST PUBLIE ET IMPRIME
TOUS LES MERCREDIS

Toutes communications concernant le journal ou l'imprimerie devront être adressées :

Le Manitoba
Publie par A. GAUVIN

42, Avenue Provencher
SAINT-BONIFACE - MANITOBA
Téléphone : 1235

A TOUS ET A CHACUN DES LECTEURS DU "MANITOBA" : BONNE ET HEUREUSE ANNEE !

LA RUHR INDISPENSABLE

Il y a quatre ans, des personnages d'importance se réunissaient autour d'un tapis vert pour l'élaboration d'un protocole destiné à dicter à l'Allemagne la loi de ses vainqueurs. A étudier de près ce document, on s'aperçut bien vite qu'il était incomplet, mal venu en certaines de ses parties, en tout cas fort différent de celui qui nous aurait certainement imposés si les rôles eussent été renversés. Il y régnait un peu trop d'idéologie saxonne et pas assez de cette fermeté protectrice de l'avenir que le maréchal Foch réclamait avec tant d'autorité. Il y manquait surtout une connaissance exacte de l'opinion américaine, exposée et défendue par quelqu'un qui ne la représentait pas.

Mais faute de grives on mange des merles, comme dit un vieux proverbe. La France se contenta donc du merle qu'on lui servait avec l'espoir qu'il serait accommodé de façon à faire oublier que c'est un met assez coriace. Bonne personne comme toujours, elle accepta ce qu'on lui donnait, et prit de bonne grâce ce cadeau qu'elle avait souhaité plus généreux. Le traité fut donc signé — avec une plume d'or, s'il vous plait — par les plenipotentiaires de l'Entente et par ceux de l'Allemagne, qui riaient dans leur barbe de notre confiance, car déjà ils avaient résolu suivant une vieille coutume, de ne tenir aucun de leurs engagements. Et, en fait, ils les ont tous successivement reniés.

De cette carence cynique et jusqu'ici inconnue dans les relations internationales, M. le président du conseil a retracé les étapes en de nombreux discours. Inutile de répéter après lui ce que tout le monde sait maintenant sur le dédain opposé à nos revendications les plus légitimes par le Reich, qui profite sans vergogne des désaccords existant entre les alliés. Il n'a rien payé de sa dette, il s'est ruiné volontairement, et il s'obstine dans une résistance qui va jusqu'à méconnaître parfois les règles les plus élémentaires du droit des gens.

* * *

Nous pourrions à la rigueur devant cette attitude perfide mais en quelque manière inerte, nous armer de patience et attendre que nos frauduleux débiteurs cèdent à la lassitude imposée par notre fermeté. Cette politique serait peut-être même la plus simple, s'il ne se passait en ce moment des faits qui doivent attirer notre attention et nous commander une grande vigilance. Je ne parle pas ici du mouvement nationaliste, ni de la rentrée du Kronprinz, qui sont plutôt affaires diplomatiques. Mais il n'est que trop clair aujourd'hui que l'Allemagne, ayant réorganisé à la sourdine une partie de ses forces, prend des airs aggressifs et même souvent insolents, dont l'opinion publique commence à s'inquiéter. Il s'agit donc de savoir, au cas où elle songerait à une résistance armée, de quels moyens elle pourrait disposer.

Préciser exactement ceux-ci est assez difficile et les états qu'on en donne ça et là sont purement approximatifs. Les commissions de contrôle alliées ne fonctionnent plus depuis dix mois, et même quand elles fonctionnaient avec des moyens financiers un peu trop courts, beaucoup de choses, qui n'auraient pu être cachées que grâce à des indicateurs payés, échappaient aux investigations. Quant à la bonne foi des officiers chargés de les piloter, on sait qu'elle est parfaitement inexistante et qu'il eût été puéril d'y compter.

Il reste donc de l'ancien matériel, des stocks qui ne sont point négligeables. A côté d'eux, les usines de Saxe, de Russie et de Suède [illegible] qui peut [illegible] mois. Et comme [illegible] à l'Allemagne toute espèce d'[illegible] commerciale, elle se constituait [illegible] que, avec la plus grande [illegible] en [illegible]. Cette [illegible] du matériel de guerre, M. le maréchal Foch ne l'a pas caché à la conférence des ambassadeurs. Son [illegible] comme il [illegible].

* * *

Venons maintenant à la question des effectifs. Ils sont pour la Reichswehr, de 100,000 hommes, aux termes du traité. Mais ce traité, qu'en reste-t-il, et qui peut affirmer que, depuis l'effacement forcé des commissions de contrôle, cette force n'a point été augmentée? En tous cas, on y a introduit illégalement des engagements à court terme, ce qui ressemble assez à une résurrection du service obligatoire, que nous avons interdit.

Et puis, il existe toute une longue théorie de formations soi-disant policières, telles que la schupo, sans compter les associations d'anciens officiers, d'étudiants, de [illegible], de troupes nationalistes, les milices variées dont je passe les noms barbares, mais qui ne sont guère que le complément et le prolongement de la Reichswehr. Ces formations sont bien encadrées, armées solidement, et, pour leur donner la cohésion sans laquelle elles ne seraient bonnes à rien, le gouvernement allemand a rétabli, sous un nom supposé, le grand état-major que les alliés avaient condamné. Il dispose ainsi de trois à quatre millions d'hommes qui pourraient être à l'occasion mobilisés et à qui une industrie malheureusement toujours prospère fournirait, au moins au début, tout ce dont ils auraient besoin.

* * *

On voit par là, sans qu'il soit besoin d'entrer dans de plus amples détails, que le danger, résultat du réarmement clandestin de l'Allemagne, n'est point imaginaire. Mais est-il imminent? Ceci est une autre question.

D'abord, nos voisins, privés de la Ruhr et d'une partie de la Silésie, manquent de certaines matières premières dont la chute du mark leur interdit l'achat. S'ils ont de quoi commencer une guerre, ils n'ont peut-être pas de quoi la continuer et la finir. Au surplus, nous mordons dans leur territoire, les obligeant à reporter leur base de concentration sur l'Elbe où, sans aucun doute, notre armée d'occupation se chargerait de porter quelque désordre. En tenant la Rhénanie et la Ruhr, nous bénéficions d'une situation statégique supérieure, qui fait de la guerre terrestre, pour l'Allemagne, une entreprise singulièrement hasardeuse. Quant à la guerre aérienne, elle est pour nous affaire d'armements et de précautions.

En somme, notre meilleure sauvegarde, l'élément le plus sûr de la paix générale, c'est la Ruhr, et l'on s'étonne que tous nos alliés ne l'aient pas compris dès l'abord. Tant que les Allemands n'auront pas changé d'attitude, tant qu'ils n'accepteront pas la défaite, nous devrons rester où nous sommes, parce que de là, nous paralysons tous les coups de Jarnac. Voilà la vérité. On remarquera avec plaisir que les Anglais commencent à la reconnaître, puisque, après avoir constaté, dans une note "autorisée" sinon officielle parue hier, que l'Allemagne, à proprement parler, se moquait des alliés, ils veulent bien avouer que, sans l'occupation de la Ruhr, elle s'en moquerait encore plus.

(L'Echo de Paris) — Lieutenant-colonel Rousset

COMMENT COOPERER DEMAIN

La défaite du cabinet Baldwin a l'air d'effrayer ceux qui ne l'avaient pas prévue. Laissons-leur le temps de reprendre leurs esprits et, pour n'être pas exposés plus tard à des frayeurs semblables, cherchons comment la politique anglaise va s'orienter désormais. Si nous parvenions à le deviner, nous verrions du même coup ce que doit être la politique française.

On objectera peut-être qu'il serait bien plus facile de laisser venir les événements et de ne faire des plans qu'ensuite. Mais nous nous permettrons de rappeler que "gouverner, c'est prévoir".

Quand on cherche à prévoir l'orientation future de l'Angleterre, on est d'abord tenté de se dire: quel sera le prochain ministère? Et l'on tombe aussitôt dans de grandes difficultés.

La solution la plus régulière serait que le parti conservateur, vaincu dans une bataille où il y avait contre lui les socialistes et les libéraux, laissât à ses adversaires le soin de constituer un gouvernement, panaché ou non. Si nous osions avoir un avis sur les réactions électorales de l'Angleterre, nous prétendrions même que cette manière de s'effacer serait avantageuse pour les conservateurs. Le parti libéral, qui n'a rien de révolutionnaire, ne se féliciterait pas de gouverner les socialistes, ni de les laisser gouverner seuls. Quant au parti socialiste, nous ne réussissons pas à comprendre l'effroi qu'il paraît inspirer. Il a gagné beaucoup de circonscriptions, mais il n'a gagné que très peu de votes. Ses électeurs ne forment pas tout à fait le tiers des suffrages exprimés. Le jour où des ententes locales se feraient entre libéraux et conservateurs, de manière à opposer un candidat unique au député socialiste sortant, la vague rouge roulerait bien vite. On pourrait aussi instituer un scrutin de ballotage, comme le propose sir Alfred Mond; ou bien on pourrait assurer une représentation aux minorités par exemple en reportant les voix des candidats vaincus sur d'autres candidats du même parti, groupés en une liste qui serait commune à plusieurs circonscriptions ou à l'ensemble du pays. Nous ne souhaitons pas à l'Angleterre d'être gouvernée par M. Ramsay McDonald, mais nous avons trop de confiance dans le bon sens britannique pour que cette perspective nous paraisse épouvantable.

Cependant, toutes les combinaisons ministérielles qu'on peut imaginer sont invraisemblables par quelque endroit. On annonce que les libéraux, décidés à ne pas s'allier avec les socialistes, sont résolus également à ne pas redevenir les alliés des conservateurs. En s'associant à ceux-ci, leur parti craindrait apparemment de se dissoudre lui-même. S'il en est ainsi, ne nous attardons plus à faire des conjectures. N'essayons pas de découvrir prématurément, chez les différents partis anglais qui sortent de la lutte et qui se préparent à de nouveaux combats, des intentions qui ne sont peut-être pas arrêtées encore. Attendons qu'ils aient réfléchi. Laissons faire le temps, leur vaillance et leur roi. D'ailleurs pour pressentir l'orientation future de l'Angleterre, un autre moyen s'ouvre à nous.

Avant la bataille électorale que M. Baldwin vient de perdre, quelles étaient les préoccupations principales de l'Angleterre? Elle éprouvait la préoccupation matérielle d'augmenter ses débouchés et de diminuer son chômage. Elle éprouvait, en outre, une sorte de malaise moral qui a dû jouer un rôle pendant les élections. Pour peu qu'il s'intéressât à la politique internationale, chaque citoyen britannique se rendait compte que la politique de l'Angleterre ne réussirait pas au dehors, et qu'elle ne tenait pas, en Europe, la place qui convient à un si grand empire.

Les élections n'ont fourni aucun moyen de remédier à ces deux préoccupations. Le remède protectionniste des conservateurs a été rejeté. Avec lui disparaissent — sauf erreur, c'est ce qu'a constaté hier le premier ministre australien — les espérances de ceux qui croyaient s'acheminer vers l'unité économique de l'empire sur le modèle des Etats-Unis. Mais si le remède des conservateurs a été repoussé, les deux autres n'ont pas de majorité non plus. Du reste, celui des libéraux est bien vague et celui des socialistes n'est guère rassurant. Le nouveau gouvernement britannique, quel qu'il soit, sera donc réduit à inventer une politique qui satisfasse les deux besoins primordiaux de la nation: le besoin des débouchés, le besoin de prestige.

La France ne pourrait-elle pas y aider? Et si elle croyait possible de l'aider, par où devrait-elle commencer? Nous découvrons ici une vérité que nous avons déjà aperçue maintes fois. Pour que les producteurs anglais aient le double avantage de vendre plus de marchandises au dehors, et de subir une concurrence moins dure sur leur marché national, il faut avant tout que les changes étrangers se stabilisent à peu près. En effet, selon la remarque très juste de M. Keynes, les pays qui disposent d'une prime abusive à l'exportation ne sont pas ceux dont la monnaie s'est dépréciée dans le passé, mais bien ceux dont la monnaie est en train de se déprécier.

Pour rétablir un commerce normal entre les nations, l'essentiel n'est pas que telle monnaie soit stabilisée à tel cours plutôt qu'à tel autre, mais que les valeurs relatives des diverses monnaies arrivent à ne plus varier que dans d'étroites limites. Or, il est facile de voir qu'aucune stabilisation monétaire n'est possible en Europe, tant que l'Allemagne se trouve dans le chaos monétaire. L'intérêt primordial de l'Angleterre, aussi bien que celui de la France, est donc de parvenir à quelque stabilisation de la monnaie allemande — ou des monnaies allemandes, si l'on procède à des réformes monétaires régionales, comme l'exemple a été donné par la ville de Hambourg. Le gouvernement britannique qui atteindrait ce but, ou qui s'en rapprocherait seulement d'une manière appréciable, rendrait un service capital aux industriels, aux commerçants, aux banquiers, aux ouvriers de son pays. Il démontrerait en même temps, que l'Angleterre sait tenir sa place dans les relations internationales. Si ces résultats pouvaient être obtenus avec la coopération de la France, et même à la suite d'une suggestion française, on devrait s'en réjouir d'autant plus.

Le problème, pour la France, se ramène donc à ceci : concevoir et proposer un programme qui, sur la base des faits actuels, permette à tout gouvernement britannique de collaborer à la stabilisation monétaire de l'Allemagne. Il est vrai que cette question monétaire est une de celles qui doivent être soumises à des experts, d'après la décision prise par la commission des réparations. Mais rien n'empêcherait le gouvernement français de faire connaître à l'avance les idées qu'il juge utile de communiquer aux experts. Il semblerait même profitable, semble-t-il, que les gouvernements alliés fussent d'accord sur les directives qui seront données aux experts, en ce qui concerne la réforme monétaire de l'Allemagne. Il y a une infinité de moyens techniques pour assainir la monnaie d'un pays. Le choix à faire dépend des données politiques; car ce sont elles qui permettent d'employer certains moyens et qui obligent à en écarter d'autres. Mais les données politiques du problème ne dépendent pas des experts. Elles ne peuvent être définies que par les gouvernements. Pourquoi donc le gouvernement français ne prendrait-il pas l'initiative d'exposer ses idées, sur la façon de stabiliser la monnaie ou les monnaies du Reich?

Là encore, une objection se présentera peut-être. On dira qu'il faut entendre les conseils des Etats-Unis. Mais nous croyons au contraire qu'on embarrasserait plutôt le gouvernement américain, si l'on voulait que la négotiation fit un détour préalable à Washington.

Dans son message récent qu'il nous eût été difficile de commenter avant les explications ci-dessus, le président Coolidge a refusé d'admettre aucune annulation de dettes. Il a posé en principe que tout engagement doit être tenu, et ce n'est pas la France qui s'avisera de contes-

(A suivre en page 4)

UNE VISION

En ce temps-là, le Genre humain tout entier (celui qui a été, celui qui est, celui qui sera) se réunit dans une grande plaine. Il y convoqua tous les Philosophes des temps présents, passés et à venir.

Et le Genre humain parla ainsi aux Philosophes.

— J'ai lu tous vos ouvrages. Oui, tous. Et je dois dire que je m'y suis effroyablement ennuyé. J'en bâille encore.

Le Genre humain bâillait, en effet, et rien n'était plus terrible à entendre que ce bâillement du Genre humain.

Il reprit en ces termes.

— J'ai donc lu tous vos ouvrages, afin de pouvoir répondre à cette grande question qui me tient en fièvre et en angoisse: "Qu'est-ce que la vérité?"

Et après les avoir lu et relu, je me suis trouvé en de lugubres et épouvantables ténèbres; j'en savais bien moins qu'avant.

Je vous ai donc convoqués pour vous poser de nouveau le grand problème qui m'agite et pour vous adresser trois demandes.

Veuillez, si vous le pouvez, m'écouter en silence.

Les Philosophes écoutèrent et le Genre humain leur dit.

— Je veux tout d'abord (j'ai bien le droit de vouloir, je suppose?) je veux un livre, un petit livre, de dix ou vingt pages, qui contienne toute la Vérité sous une forme tout à fait simple et claire, un petit livre qui puisse se mettre en poche et ne coûte que dix centimes — un petit livre qui soit également à la portée du penseur, du poète, et aussi de ces multiples vulgaires qui vivent uniquement de la vie pratique et matérielle. Tel est le livre, telle est la leçon que je veux.

Les Philosophes se regardèrent avec stupeur et se dirent d'un commun accord.

— Est-il bête, ce Genre humain! Ne s'imagine-t-il pas que nous possédons la Vérité? Mais si nous l'avions, ce ne serait certes pas à ce prix que nous la vendrions.

Et plusieurs d'entre eux commençaient à [illegible] disparaître.

Le Genre humain [illegible] continua en ces termes.

— Non seulement je veux que vous me donniez la théorie, mais je prétends que vous me fassiez l'exemple. Non seulement je veux un petit livre populaire qui contienne toute la Vérité en dix pages, et qui la vulgarise universellement dans le temps, et universellement dans l'espace, mais je veux qu'il vienne un jour quelqu'un pour m'offrir l'exemple de toutes les vertus enseignées dans ce petit livre.

Et je veux que cet exemple puisse être imité par l'homme, par la femme et par l'enfant, par ces trois augustes membres de la trinité humaine.

Pouvez-vous me donner [illegible]? Pouvez-vous me donner [illegible]?

Les [illegible] Philosophes [illegible] disparu. Et [illegible]

[illegible] Non seulement il me faut [illegible] non seulement il me faut [illegible] exemple [illegible] mais [illegible] besoin d'une immortelle société qui réponde tout à la fois à ces deux idées: science et charité, leçon et exemple, une société qui garantisse et perpétue la leçon et l'exemple en les rendant éternellement vivants sous mes yeux.

Quand le Genre humain eut achevé ces mots, il jeta un regard sur les Philosophes.

Epouvantés, tous s'étaient enfuis.

Alors le Genre humain se mit à fondre en larmes. Un sanglot [illegible] Genre humain!

Et [illegible] par terre [illegible]

(A suivre en page 2)

UNE VISION

(Suite de la page 1)

THORNTON PARLE

ON DEMANDE un agent de St-Boniface pour représenter la Compagnie British Fire Insurance.
Adressez-vous : British Traders Fire Insurance Company Limited, 290 rue Garry - - - Winnipeg

AUGMENTATION DE $10,830,487.00 POUR LE C. N. R.

LA SUPERIORITE INTELLECTUELLE DES CATHOLIQUES

L'HISTOIRE

L'*Information Universitaire* est un des journaux les plus lus par les maîtres de l'enseignement public, et ce qu'il publie mérite de fixer notre attention. Dans son dernier numéro hebdomadaire elle donne un questionnaire que, sous la signature de M. Clémendot, le Syndicat national des institutrices et des instituteurs publics a adressé à tous ses membres. Or ce questionnaire fait des constatations dont quelques-unes sont des perles.

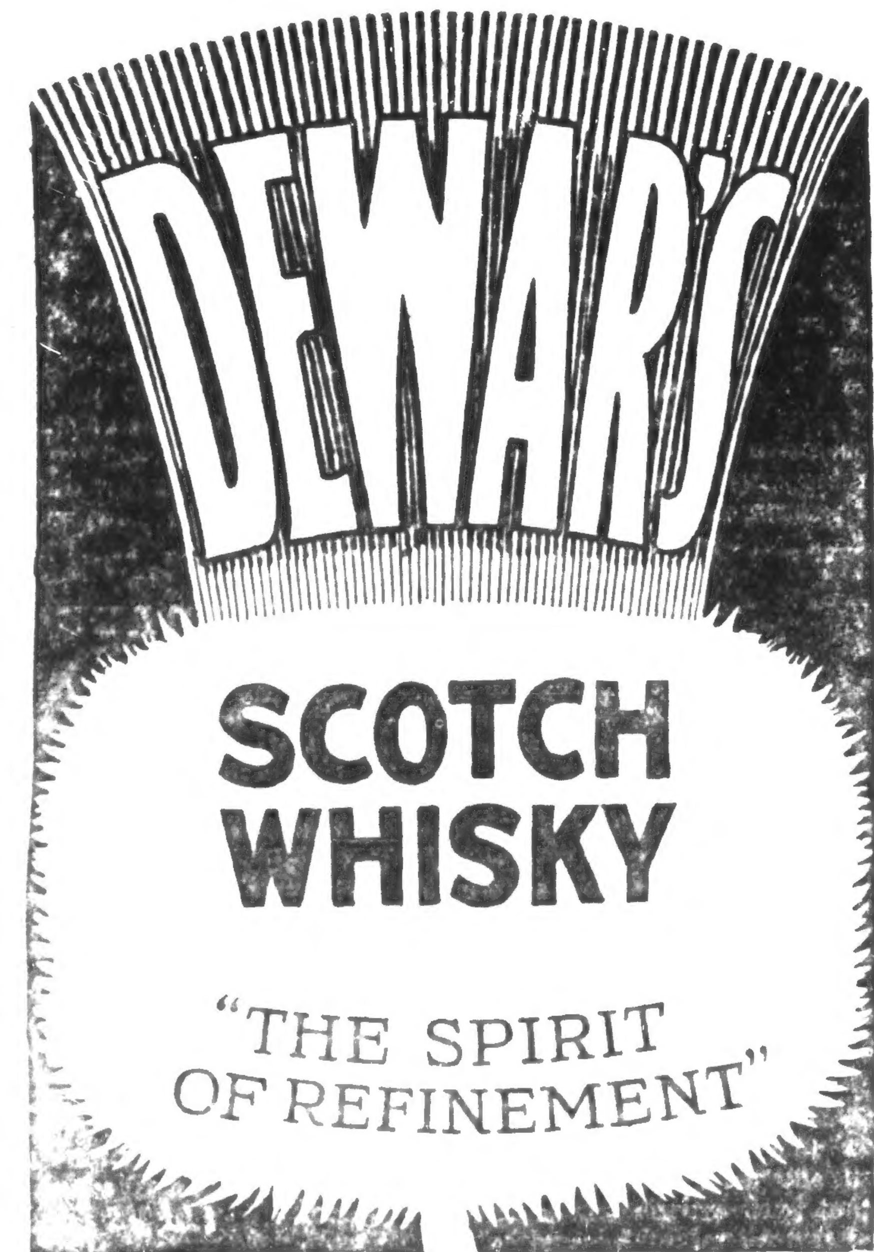
M. Clémendot est cet instituteur qui, récemment, dénonça comme malfaisant l'enseignement de l'histoire à l'école primaire, et en demanda la suppression, au grand scandale de certains de ses amis, de M. Valard par exemple. Après avoir porté ses idées devant le congrès annuel des instituteurs syndicalistes, il les présente aujourd'hui par le moyen de ce questionnaire que chacun des adhérents du Syndicat, et circonstance intéressante à noter, le Syndicat lui-même prend à son compte la campagne de M. Clémendot, puisque c'est en son nom que le questionnaire est envoyé.

Les 24 questions qu'il pose sont en réalité les 24 griefs que M. Clémendot articule contre l'enseignement de l'histoire à l'école et qu'il demande à ses collègues de reconnaître fondés: ce document est donc le réquisitoire des instituteurs syndicalistes contre l'histoire.

Il serait fort intéressant d'étudier une à une ces accusations, car elles nous feraient pénétrer la mentalité de ceux qui les formulent, c'est-à-dire la majorité des instituteurs publics. Pour le moment, nous n'en retiendrons qu'une parce qu'elle contient un précieux aveu dont les catholiques se font fiers de prendre acte.

La dix-neuvième question est ainsi conçue: « Nombre d'historiens professionnels, tels que Thureau-Dangin, Albert Vandal, Pierre de la Gorce, Frédéric Masson, Jacques Bainville, Jean Guiraud, étant des réactionnaires notoires, est-il vrai que l'histoire n'a nullement [illegible] de former spéciale [illegible]

(Suite en page 1[illegible])





COMMENT COOPERER DEMAIN

(Suite de la page 1)

ter ce principe: elle l'invoque chaque jour. Mais le président Coolidge l'a dit aussi: nous reconnaissons parfaitement que nous avons l'obligation d'aider les autres, tout en nous réservant de choisir, suivant notre propre jugement, l'époque, le lieu, et les modalités de notre aide. Vis-à-vis des Etats-Unis, la France a donc un double devoir: se mettre en mesure de recouvrer sa créance, afin d'acquitter ultérieurement sa dette et donner un jour au gouvernement américain l'occasion de fournir spontanément, l'aide généreusement envisagée par le président Coolidge. En s'appliquant à faciliter et à hâter la stabilisation monétaire de l'Allemagne, le gouvernement français remplirait ce double devoir. Il maintiendrait l'amitié franco-américaine tout en rétablissant la coopération franco-anglaise. (Le Temps)

LE NATIONALISME BAVAROIS CONTRE LE CATHOLICISME

Dans le discours qu'il prononçait récemment à Nevers, M. Poincaré établissait une distinction nette entre la minorité allemande qui, ayant compris les leçons de la guerre, veut la paix et accepte de réparer, et l'ardente caste pangermaniste, chaque jour plus insolente, en même temps hélas! que plus influente, dont toute la politique se résume dans ces quatres mots: la préparation de la revanche.

Plus récemment encore, dans un communiqué officiel du ministère des Affaires étrangères, le président du conseil français souhaitait que, dans l'intérêt de la paix internationale comme dans l'intérêt bien compris de l'Allemagne elle même, la jeune et fragile république allemande réussit à déjouer les plans de ses adversaires nationalistes.

Enfin, cependant, il y a quelques jours seulement, à la tribune de la Chambre, à M. Marc Sangnier, député catholique de Paris, qui avait appelé son attention sur les tendances généreusement pacifiques d'une partie de la jeunesse allemande, M. Poincaré constatait qu'en Rhénanie, et dans la Ruhr même, des milliers d'ouvriers allemands se montraient tout disposés à accomplir librement l'oeuvre des réparations.

C'est à dire que la France est prête à reconnaître en Allemagne les bonnes volontés aussitôt qu'elles se manifestent. Hélas! tous les vrais amis de la paix ne peuvent que regretter amèrement qu'elles ne se soient pas manifestées en plus grand nombre. Si la paix internationale est encore si incertaine, c'est, évidemment, que le problème des réparations n'est toujours pas résolu. Et si ce problème essentiel reste sans solution, c'est que la bonne volonté a trop généralement fait défaut chez ceux à qui il appartenait de la résoudre.

Or, en face du mouvement nationaliste, dont tout le monde s'accorde à reconnaître qu'il fait chaque jour d'inquiétants progrès dans le Reich, l'attitude d'une partie des catholiques allemands a été bien souvent trop complaisante. Ils ont donc leur part des responsabilités dans les événements qui, à l'heure actuelle, ébranlent politiquement le Reich.

Un fait, du moins, devrait aujourd'hui leur ouvrir les yeux et les convaincre de leur erreur. N'annonce-t-on pas qu'en Bavière, par exemple, le mouvement ultra nationaliste, depuis l'échec du coup de force d'Hitler et de Ludendorf, a pris un caractère violemment anticatholique? Le cardinal archevêque de Munich, Mgr Falhaber est particulièrement visé; des manifestations hostiles ont eu lieu devant son palais, le prelat a même été insulté par des bandes nationalistes, tandis qu'il revenait de l'église. Contre des étudiants catholiques qui défilaient dans les rues, de grossières injures ont été proférées: "Suppôt de Rome, Vendu des Jésuites, Larbin de Faulhaber". Hélas! Elles nous permettent de deviner les sentiments qui animent les disciples bavarois du pangermanisme.

L'amour de la patrie, qui est la source de nobles vertus, peut provoquer les pires désordres quand il dégénère en nationalisme exagéré. Ainsi s'exprimait Sa Sainteté le Pape Pie XI dans son encyclique de Noel 1922 Ubi arcano Dei. On saisit là comme sur le fait, quelques uns de ces désordres. On voit à quelles extrémités en arrivent [illegible]

[illegible]

X Y Z

LA SUPERIORITE INTELLECTUELLE DES CATHOLIQUES

(Suite de la page 1)

[illegible] MM. [illegible]

[illegible]

ELLE DOIT LA VIE AUX "FRUIT-A-TIVES"

Enfin Débarrassée d'une Terrible Dyspepsie.

Rochon, Qué.

"Pendant plusieurs années je souffris terriblement de mauvaise digestion ou de dyspepsie de la pire sorte. Je devins maigre et misérable. J'avais des maux de tête, des étourdissements et des nausées.

Je fis l'essai des "Fruit-a-tives" et à l'étonnement de mon médecin je commençai à prendre du mieux. *Je continuai le traitement et je redevins encore une fois robuste et en parfaite santé.* Je considère que je dois la vie aux "Fruit-a-tives".

Mademoiselle Corinne Gaudreau

"Fruit-a-tives" est un merveilleux médicament pour les maux d'estomac, les affections du foie et du rein. C'est en plus un splendide tonique de l'organisme.

25c la boîte, 6 pour $2.50, boîte d'essai 25c. Chez tous les marchands, ou de Fruit-a-tives Limitée, Ottawa Ont. et Ogdensburg, N. Y.

agent de toutes les tyrannies politiques, intellectuelles et sociales et avait toujours arrêté dans son essor l'esprit humain.

Or, c'est tout le service qu'ils lui demandaient. Ces gens-là avaient toujours à la bouche les mots de liberté de pensée, qui voulaient dégager la vérité des entraves séculaires de l'autorité et représentait Galilé, comme un martyr, avaient en réalité pour la science le plus profond mépris. Ce qu'ils en exigeaient avant tout — M. Clemendot et à sa suite le Syndicat des instituteurs le disent en toutes lettres, — c'était "de former spécialement des républicains".

L'Histoire "servante de la République", les historiens écrivant sous la dictée de bons républicains laïques et anticléricaux, pour bien bourrer le crâne des petits enfants destinés à être un jour des électeurs républicains voilà la conception que ces "penseurs" se faisaient de la science historique.

Et ils avouent aujourd'hui qu'ils se sont lourdement trompés dans leurs grossiers calculs. Ces catholiques qu'ils prétendaient asservis à leurs dogmes au point d'être incapables de tout effort scientifique ont traité la science historique avec plus de respect qu'eux-mêmes. Encouragés par Léon XIII ils ne lui ont demandé que la vérité, car ils avaient assez de foi dans les vérités éternelles pour être persuadés que les vérités humaines ne pouvaient pas les contredire. Ils se sont lancés avec courage dans les recherches historiques et aujourd'hui ils en ont la maîtrise.

[illegible] M. Clemendot. En attendant la [illegible]

[illegible]

[illegible] de la gloire de Dieu et de son Eglise. Pour elle

nous avons le droit et le devoir d'être fiers.

Cette timidité est aussi le fait de la situation méprisée qui a été faite aux catholiques par les pouvoirs publics au cours de ces cinquante dernières années. Ils se sont faits petits, ils ont minimisé Grâce à Dieu, ils relèvent hautement la tête dans le domaine de la Pensée, souhaitons qu'il en soit de même dans celui de l'Action, et que là aussi, ils prennent la maitrise et la fasse un jour reconnaître à leurs adversaires.

Alors on estimera ridicules les excommunications laiques dont on les frappe aujourd'hui.

(La Croix) Jean GUIRAUD

XXIe PELERINAGE CANADIEN

Le Congrès Eucharistique d'Amsterdam

Les Agences de voyage Jules Hone organisent, pour l'été prochain leur XXIe Pèlerinage annuel des Canadiens au Mont St Michel, à Lourdes et à Rome. L'itinéraire, comprenant la visite de la ville de Lisieux, où vécut et mourut la Bienheureuse Thérèse de l'Enfant-Jésus, et, un séjour prolongé à Amsterdam, à l'occasion des fêtes grandioses du Congrès Eucharistique, ce voyage présente, cette année, un intérêt tout particulier.

Pour tous ceux qui ont le culte de leurs traditions familiales et religieuses l'opportunité est excellente d'aller retremper leur foi aux pays des ancêtres et aux foyers du catholicisme, et, en même temps de passer d'agréables et instructives vacances en visitant la France, l'Angleterre, l'Italie, la Suisse, la Belgique, et la Hollande.

Tant par l'excellence de leur organisation que par la franche courtoisie à l'égard des pèlerins, les Agence de Voyages Jules Hone ont, depuis longtemps, acquis une célébrité mondiale, nul doute que les voyageurs qui se joindront à leur groupe n'auront qu'à se féliciter du choix qu'ils auront fait, d'autant plus que le Pèlerinage Canadien est devenu une véritable institution nationale.



LE CATARRHE CEDE A L'ONGUENT VICKS

Un homme de la Colombie Anglaise est soulagé par ce nouvel onguent.

L'onguent Vicks est bon pour les rhumes, les maux de gorge, les bronchites, le catarrhe, le croup, les amygdales et toutes les inflammations du nez, de la gorge et des poumons. Cet onguent est composé de camphre, de menthe, d'eucalyptus, de térébentine, de thym et de résine de genévrier, ce qui le rend très effectif pour toute irruption de la peau, les coupures les brûlures, les plaies, les contusions et les irritations.

M. Adam B. Dalziel, de Kitchener, C. A. dit: "J'ai essayé l'onguent Vicks pour le catarrhe un soir, et le lendemain ma gorge était mieux. Maintenant je l'emploie soir et matin avec grand soulagement. Vicks réalise tout ce qu'il promet et même quelque chose de plus."

L'onguent Vicks est un inestimable remède de famille que des millions de familles gardent constamment sous la main et emploient pour toutes les maladies.

En vente chez tous les pharmaciens à 50 sous le bocal.

Ecrivez à la Vicks Chemical Co., 344 rue Saint-Paul W. Montréal P.Q. pour un échantillon gratis.

Quoique Vicks est nouveau au Canada, la vente en est remarquable aux Etats-Unis. Au-dessus de 17 millions de bocaux vendus annuellement.

Petites Annonces

50 SOUS PAR INSERTION

MUSIQUE
"Record Exchange", Winnipeg — Disques usagés échangés à 20 pour $1.00. Aussi disques neufs pour vieux Disques de 20 langages différents.

No. 10 rue Deschambault:— Un "BUNGALOW" de 6 chambres des plus modernes.— Lot de 50 pieds planté de plusieurs arbres .— $25 par mois. S'adresser à W. Stock. 503 Huron and Erie Bldg., Winnipeg. Tél.: A 5350.

A LOUER:—Suites modernes de 3 et 4 chambres. Bâtisse Banque d'Hochelaga, St-Boniface. S'adresser: 65 avenue Provencher — Tél. N 1986 2 ins.

A VENDRE: capot de chat sauvage en bonne condition. S'adresser 146 De La Morénie St-Boniface